

<https://www.ricochets.cc/Etat-capital-et-travail-non-monetarise-marchent-ensemble.html>



Se dépêtrer du travail, du capitalisme, du productivisme et de l'Etat par la subsistance et l'autonomie collective

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 17 mai 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Plutôt que chercher à "développer les forces productives" par le biais du capitalisme ou d'un productivisme de gauche planifié, s'interroger sur le travail lui-même en tant que rapport social spécifique.

Pour une autre voie que le capitalisme et son travail, voir par exemple :

Penser et agir depuis la subsistance : une perspective écofeministe

- ▶ **[Penser et agir depuis la subsistance : une perspective écofeministe](#)** : l'écoféminisme est une proposition théorique et politique élaborée depuis près de cinquante ans. Dès les années 1970, Maria Mies et Veronika Bennholdt interprètent la dynamique techno-industrielle de la modernité comme un vaste mouvement de destruction de la subsistance. A partir de l'attention à l'ensemble des activités vitales du quotidien, elles relient colonialisme, domination de la nature et des femmes. Ce renouvellement approfondit la compréhension de la domination capitaliste et patriarcale, éclairent les résistances et ouvrent des voies politiques fécondes.

CAPITALISME, ETAT ET DISSOCIATION : trois dimensions centrales de la société capitaliste-patriarcale

(un extrait d'un article du philosophe espagnol Jordi Maiso) :

L'objectif du capitalisme n'est pas de satisfaire des besoins, mais de valoriser le capital : sa seule finalité est de valoriser la valeur et par conséquent de faire avec de l'argent plus d'argent ; c'est dans ce sens que Marx parlait du capital comme d'un « sujet automate ». Le seul but de l'économie capitaliste est la maximisation de la valeur sous forme d'argent comme fin en soi : son objectif n'est pas de développer les forces productives afin de mieux maîtriser la nature, mais d'investir 100 euros pour obtenir 120 euros et de répéter ce mécanisme de valorisation dans un processus sans fin. Sa logique est, par conséquent, abstraite et implacable : elle ne prend pas en compte la réalité concrète du monde social et empirique dans laquelle ce processus a lieu, pas plus que les conditions qui le rendent possible. La reproduction de la réalité matérielle et sociale n'est pas son affaire, et le capitalisme ne reconnaît aucune restriction à la logique de la valorisation comme fin en soi. S'il pouvait, il s'emparerait non seulement de la planète entière, mais de toute la galaxie et de l'univers. Dans ce sens, la logique du capitalisme est prédatrice et antisociale : il agit comme un corps étranger aux processus sociaux qui a fini par s'imposer dans toutes les sphères de la vie, les vampirisant et les soumettant à l'objectif abstrait de valorisation de la valeur comme fin en soi.

Cependant, pour fonctionner comme rapport social, le capitalisme ne peut exister sans quelques conditions préalables que la logique de la valorisation seule ne peut produire. Dans ce sens le capital est dépendant, il ne peut tenir seul sur ses deux jambes. Sa logique est absolument antisociale, mais sans certaines conditions sociales préalables l'accumulation du capital ne peut avoir lieu. Historiquement, les deux sphères qui ont garanti ces conditions servant de cadre sans lesquelles le procès abstrait de la valorisation ne peut fonctionner ont été la dissociation de la valeur et l'État.

La « dissociation de la valeur » se réfère aux activités, formes de comportement, pratiques sociales de sollicitude et de soin et formes d'expression symboliques et affectives qui ne sont pas régies par la logique productiviste du travail abstrait, et qui cependant rendent possible la reproduction de la vie sociale dans le capitalisme. Il s'agit d'activités sociales nécessaires et fondamentales, que la logique du capitalisme proscrie néanmoins de la vie publique, les dépréciant et les reléguant à la vie privée, et les assignant aux femmes : le soin, les affects, les tâches de

reproduction. Cela ne se limite pas seulement au travail domestique ou au soin dans la sphère familiale, mais s'étend à toutes les fonctions qui permettent de « lubrifier » et d'amortir le fonctionnement social d'une logique de valorisation de la valeur qui est en soi destructrice et indifférente à toute réalité concrète. Cela inclut également les dimensions affectives et émotionnelles que le capitalisme contemporain tente de rendre fonctionnelles d'un point de vue productif au travers des activités de management et de consignes comme celle de l' « intelligence émotionnelle ».

De leur côté, la sphère de l'État et la politique ont rendu possible le fonctionnement du capitalisme comme rapport social. Bien souvent, la gauche actuelle se polarise entre une idée de l'État comme sphère « répressive » et une autre vision plutôt « paternaliste » de celui-ci. La première renvoie par exemple au fait que, historiquement, ce sont les structures de l'État qui ont accompli la soumission aux conditions du travail abstrait (par exemple au moyen de la mise sous tutelle des « pauvres »). La vision « paternaliste », en revanche, a davantage à voir avec ce que nous connaissons, dans la rhétorique autodisculpatoire du système, comme « État providence ». Il s'agit de structures étatiques qui, depuis la deuxième moitié du XIXe siècle (surtout par la volonté d'Otto Bismarck), et particulièrement à partir de 1945, institutionnalisent et monétisent une série de sphères de la vie sociale jusque-là dévolues à la dissociation de la valeur (sans pour autant dépasser la hiérarchie dans les rapports de genre) ou à la charité. **C'est ainsi qu'est né l'« État social » comme un système de redistribution bureaucratifié qui offrait une protection face au caractère destructeur et asocial des rapports capitalistes à l'état brut. Cependant, lorsque advient un moment de crise, les fonctions sociales qui atténuent « la brutalité des processus économiques se désétatisent et se démonétisent et sont de nouveau dévolues, à un niveau micro, aux femmes » . C'est ce qui arrive aujourd'hui : les protections étatiques qui devaient protéger la population de la violence à l'état brut des lois du marché sont sapées, et ce qui se produit est un retrait des fonctions d'« amortissement » de l'État.**

Cependant, la centralité de l'État pour le capitalisme en tant que rapport social ne peut se réduire à ces rôles répressifs ou protecteurs : son importance est bien plus fondamentale que cela. Le caractère antisocial du capitalisme, qui poursuit la valorisation comme fin en soi dans un régime de compétition, conduit à ce que, au niveau micro, la logique particulariste de l'homo economicus prévale : chacun veille seulement sur son propre intérêt, en essayant d'obtenir un solde positif dans la balance coûts/bénéfices. Or, le capitalisme en tant que rapport social a besoin d'un acteur qui dépasse la lutte des intérêts particuliers et adopte le point de vue de la société dans son ensemble, qui rende possible le niveau macroéconomique. On pourrait dire que l'heureux mariage entre vices privés et vertus publiques ne va pas de soi dans le capitalisme. L'État est l'instance sociale qui permet de dépasser la poursuite des intérêts particuliers afin de rendre possible un cadre pour l'action. Avec les outils du droit et de la politique, l'État crée le cadre fonctionnel indispensable à l'accumulation du capital. Tout d'abord, il établit les règles juridiques qui régulent les rapports de propriété et rendent possible le jeu économique. En outre, l'État est chargé de générer et de maintenir les infrastructures et les systèmes de formation nécessaires au bon fonctionnement de l'économie, qui ne peuvent être portés uniquement par une logique orientée exclusivement vers le bénéfice. Par ailleurs, il est chargé de structurer les rapports monétaires et de garantir la monnaie, qu'il administre à travers la banque centrale, en établissant des types d'intérêts afin de refinancer le système bancaire, en contrôlant la quantité de monnaie fiduciaire créée, en régulant l'achat-vente de devises en accord avec la politique monétaire, etc.

En définitive, l'État permet la construction de la sphère de l'« économie nationale », le marché intérieur auquel la science du capital (qui ne se présente pas comme science de l'économie mondiale, mais comme « économie politique », « Volkswirtschaft » ou, selon la célèbre expression d'Adam Smith, « la richesse des nations ») ne se réfère pas pour rien. L'État permet par conséquent qu'un territoire donné fasse office de « totalité interne » à l'intérieur de laquelle le capitalisme peut fonctionner en tant que rapport social. Ce qu'il garantit est une fragile harmonie entre intérêts particuliers et intérêts généraux, entre homo economicus et homo politicus, entre le bourgeois - l'individu privé, qui cherche à réaliser ses propres intérêts dans un régime de compétition - et le citoyen - le sujet abstrait de droits en lien avec la notion d'égalité. Homo economicus et homo politicus sont les deux moitiés dissociées constituant l'essence schizophrénique du capitalisme qui pourra fonctionner à l'intérieur du cadre des États, lesquels au XIXe siècle allaient en prime endosser la signification symbolico-culturelle du concept de nation. Cette précaire harmonie entre citoyen et bourgeois à travers l'État-nation constitue la sphère fondamentale du rapport capitaliste. C'est cette sphère qui, au moyen de ses normes juridiques et de ses mécanismes de redistribution, filtre les impératifs du marché mondial, où la logique de l'homo economicus ne dispose pas d'une forme de généralité pouvant faire contrepoids. Par ailleurs, ces normes et mécanismes permettent au marché

mondial d'apparaître comme un espace domestiqué : comme rapports d'échange et de commerce entre des nations souveraines distinctes, avec leurs « totalités internes ».

Jordi Maiso, "Le nouveau visage du capital mondial

L'analyse du capitalisme mondialisé dans la critique de la valeur de Robert Kurz", à paraître dans Jaggernaut n°6, second semestre 2023.

(post de Palim Psao)